

# Répression, unilatéralisme et élections. La fuite en avant de la Haute Autorité de Transition à Madagascar

Alternatives internationales – Blog Giraf – Mathilde Gingembre, doctorante à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – 16/02/10

L'atmosphère est lourde à Madagascar depuis que la Haute Autorité de Transition d'Andry Rajoelina a rompu les accords d'union nationale et annoncé de manière unilatérale la tenue d'élections législatives pour les mois à venir. Retour sur les trois mois mouvementés que vient de traverser l'île.



Voilà presque un an, le jeune maire d'Antananarivo, appuyé par un large mouvement de contestation populaire et une partie des forces armées, s'emparait du pouvoir et contraignait le président Marc Ravalomanana à l'exil. La transition annoncée promettait la mise en place d'une IVème République débarrassée des pratiques antidémocratiques qui caractérisaient les précédentes. Trois accords internationaux [1] et quatre Premiers ministres plus tard [2], le pays semble encore loin d'une sortie de crise alors que les autorités de facto refusent de partager la gestion de la transition. Dans le climat de tension actuelle, l'annonce

de la tenue prochaine d'élections législatives suscite le scepticisme de la communauté internationale.

Au mois de décembre dernier, la Haute Autorité de Transition (HAT) d'Andry Rajoelina faisait voler en éclats le schéma de sortie de crise obtenu à grande peine par les médiateurs internationaux en annonçant l'abrogation pure et simple des textes de partage de pouvoir avalisés quelque mois plus tôt. A défaut d'une approche authentiquement « consensuelle, inclusive et négociée », les Accords de [Maputo I](#) des 8-9 août 2009 et d'[Addis Abeba](#) du 6 novembre 2009 avaient le mérite de ménager les principaux barons politiques du pays et partant de limiter les risques de durcissement du conflit. Andry Rajoelina se voyait officiellement reconnu dans sa position de président de la Transition mais contraint à partager le pouvoir avec un gouvernement d'union nationale et deux co-présidents issus des autres mouvances ainsi qu'à accepter l'annulation des condamnations judiciaires prononcées quelque temps plus tôt à l'encontre de ses ennemis - au premier rang desquels se trouvait Marc Ravalomanana. Si la signature de ces règlements avait fait renaître l'espoir à un moment où le processus de sortie de crise paraissait grippé, le choix, aussi peu légitime que réaliste, de confier la gestion conjointe de la Transition aux quatre derniers présidents – devant gouverner ou ayant gouverné le pays (Andry Rajoelina, Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka, Albert Zafy)-compromettait les chances de réussite de celle-ci.

Un mois après l'adoption de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba (6 novembre 2009) qui définissait les grandes lignes de partage du pouvoir, la mise en place des institutions prévues par les premiers accords [se faisait toujours attendre](#). La [SADC](#), à la tête du « Groupe International de Contact » en charge de la médiation, convoqua alors une nouvelle réunion à Maputo dans le but de régler définitivement la litigieuse question de la répartition des portefeuilles. Manifestement peu disposé à partager le pouvoir, l'homme fort de la transition rejeta l'invitation avec fracas, fustigeant la partialité de la SADC [3] et appelant à un retour des négociations en terre malgache (comme les médiateurs l'avaient effectivement prévu initialement). Les trois autres courants décidèrent d'outrepasser ce refus pour tenir la réunion malgré tout et s'appliquèrent par ailleurs à court-circuiter le déplacement que Rajoelina prévoyait de faire au sommet de Copenhague. En réponse à une rencontre qu'elle alla jusqu'à qualifier de « coup d'Etat », la HAT infligea une interdiction de territoire de

plusieurs jours à ses participants [\[4\]](#) puis annonça unilatéralement la tenue d'élections législatives pour le mois de mars 2010. Quelques jours plus tard, Rajoelina confirmait définitivement sa sortie du schéma inclusif en limogeant le « Premier ministre de consensus », Eugène Mangalaza, pour le remplacer -après un très bref détour par l'ancienne ministre de la Défense de Marc Ravalomanana - par un militaire, le colonel Camille Vital.

Ces événements accélèrent la polarisation de la scène politique malgache en deux camps ennemis : aux partisans de Rajoelina s'opposèrent désormais les trois autres groupes, qui furent prompts à mettre en scène leur rassemblement en créant, sur la « Place de la Réconciliation », un courant baptisé « mouvance Madagasikara ». Jusque-là initiées par les seuls « légalistes » (les partisans de Ravalomanana), les manifestations anti-Rajoelina connurent alors un nouveau souffle mais celui-ci ne fit pas long feu face à l'important dispositif répressif déployé par la Haute Autorité de Transition. Les manœuvres d'intimidation et de répression, devenues courantes depuis le début de la crise, connaissent un essor inquiétant depuis quelques semaines en visant aussi bien les opposants que les journalistes [\[5\]](#). Mandats d'arrêts, auditions, perquisitions et arrestations se multiplient au rythme des tentatives de [mutineries](#) ou d'[attentats](#) à l'encontre de Rajoelina. Les remous qui agitent les forces armées viennent encore ajouter à la tension et au désordre actuel. Les communiqués et conférences de presse que multiplie la grande muette depuis le début de la crise trahissent les positions radicalement antagonistes qui travaillent ses corps. Tandis que certains exhortaient Rajoelina à ne rien céder à ses adversaires lors des négociations internationales (à Maputo I: refus de l'amnistie pour Ravalomanana; à Maputo III: refus de céder le moindre ministère régalien) d'autres [renâclent aujourd'hui à participer aux opérations de maintien de l'ordre](#) et appelleraient à un retour au processus de Maputo.

Toutes ces tensions s'inscrivent dans un contexte de durcissement de l'attitude de la communauté internationale. La sortie du cadre consensuel et inclusif a balayé les espoirs d'un retour à la normalisation des relations entre Madagascar et ses partenaires internationaux. Jusque-là réticents à soutenir un régime arrivé au pouvoir par des moyens anticonstitutionnels, ceux-ci s'étaient radoucis avec la signature de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba et les promesses d'une gestion partagée de la transition. La rupture de celles-ci les a poussés à mettre leurs menaces à exécution. Les Etats-Unis, qui avaient déjà coupé la quasi-totalité de leurs aides financières (assistance directe au gouvernement et assistance humanitaire) viennent de confirmer qu'ils suspendaient Madagascar du dispositif de l'AGOA [\[6\]](#). Le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ont fait savoir qu'aucun nouveau programme ne serait ouvert tant que le pays ne serait pas revenu à un ordre constitutionnel démocratique et que seules les opérations présentant un caractère particulièrement urgent pour les populations bénéficiaires seraient réapprovisionnées. Les aides européennes (d'un montant de 580 millions d'euros) ont quant à elles peu de chances d'être débloquées au regard de la [résolution](#) très sévère que vient d'adopter le Parlement européen et dans lequel il menace la Haute Autorité de Transition de sanctions individuelles et ciblées. L'indulgence n'est certainement pas non plus à chercher du côté des partenaires africains. Depuis mars 2009, la SADC fait preuve d'une position très ferme à l'encontre d'Andry Rajoelina. Dans le contexte actuel, elle confirme officiellement sa décision de suspendre Madagascar de ses instances et exhorte le reste de la communauté internationale à condamner le projet d'élections annoncé par le gouvernement de fait. L'Union Africaine, qui jusqu'ici semblait plus souple, hausse également le ton. Lors de son dernier sommet, elle annonçait « [une politique de tolérance zéro concernant les coups d'Etat](#) » et brandissait la menace de sanctions contre Madagascar.

Face à toutes ces condamnations, la Haute Autorité de Transition déploie toute son énergie pour convaincre du bien-fondé de son projet d'élections. Seule « voie possible de sortie de crise », déclare-t-elle, les législatives annoncées seront « neutres, indépendantes et exemplaires ». Comme gage de sa bonne foi, elle a pris soin d'inviter l'ensemble des acteurs de la société politique et civile à venir soumettre leurs propositions à l'occasion de deux ateliers préparatoires et a par ailleurs laissé entendre qu'elle acceptait un report de date. L'horizon du mois de mars paraissait en effet bien proche au regard de tout ce qu'il reste à faire : élaboration du code électoral, mise en place de la CENI (Commission électorale nationale indépendante), révision des listes électorales et distribution des cartes d'électeurs aux 3,5 millions de Malgaches qui, selon une organisation de la société civile malgache, en seraient dépourvus. L'activisme que déploient les autorités de facto (90% des listes électorales auraient déjà été révisées tandis le code électoral et la loi organique seraient sur le point d'être adoptés) masque mal la précipitation qui entourent des démarches que condamnent même les plus coopératives des organisations de la société civile.

Dans ce contexte agité, pro- comme anti-Rajoelina marchent en ordre dispersé et le paysage politique malgache se recompose à vive allure. De plus en plus isolée, la Haute Autorité de Transition a du mal à cacher ses difficultés et la récente [démission](#) de l'un de ses principaux piliers, le ministre des Affaires Etrangères Ny Hasina Andriamanjato, trahit des dissensions qui pourraient peut-être l'amener à revoir ses positions.

---

[1] Accords de Maputo I (8-9 août 2009), Accords de Maputo II (25-28 août 2009), Acte additionnel d'Addis Abeba (6 novembre 2009)[2] Monja Roindefo (mars-novembre 2009); Eugène Mangalaza (novembre-décembre 2009); Cécile Manorohanta (19-20 décembre 2009); Camille Vital (20 décembre 2009- ?)[3] La SADC est en effet soupçonnée proche de Marc Ravalomanana. Certains partisans d'Andry Rajoelina accusent celle-ci d'avoir reçu de l'argent de la part du président récemment évincé.[4] Le 13 décembre, alors qu'ils s'apprentent à rentrer de Maputo, les délégués des trois mouvances Ratsiraka, Ravalomanana et Zafy se font refouler à l'embarquement sur un vol régulier de la compagnie Air Madagascar. Ils apprennent peu de temps après que, pour des motifs d'ordre public, 22 d'entre eux sont frappés d'une interdiction d'entrée en territoire malgache. On compte notamment parmi eux les chefs de file des trois courants (Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka et Albert Zafy) ainsi que le « Premier ministre de consensus », Eugène Mangalaza, le président du Congrès de la Transition, Mamy Rakotoarivelo et les co-présidents de la Transition Fetison Andrianirina et Emmanuel Rakotovahiny. La sanction ne sera levée que 6 jours plus tard suite aux fortes protestations de la communauté internationale et aux menaces de la SADC d'interdire aux avions malgaches le survol de son espace aérien.[5] Selon un membre de la mouvance Ravalomanana, 58 « *prisonniers politiques* » seraient encore en détention préventive. Ils sont poursuivis pour destruction des biens d'autrui, attroupement sans autorisation sur la voie publique, violence et voie de faits et d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

[6] L'AGOA désigne un schéma de partenariat commercial privilégié que les Etats-Unis accordent à un certain nombre d'Etats africains. D'après le Groupement des Entreprises Franches et partenaires (GEFP), 20 000 emplois directs et 150 000 indirects pourraient être détruits avec sa suspension, dans un pays qui en a déjà perdus plus de 200 000 depuis le début de l'année.

Source :

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/giraf/2010/02/15/repression-unilateralisme-et-elections-la-fuite-en-avant-de-la-haute-autorite-de-transition-a-madagascar/>